

Le Venezuela après Maduro : Trump et le piège d'un « autoritarisme dirigé »

Orlando J. Pérez | 6 février 2026 | ARTICLES | 



Ce texte est une traduction de l'article « [After Maduro: Trump's Managed Authoritarianism Trap in Venezuela](#) », publié le 13 janvier 2026 sur War on the Rocks.

Il est encore tôt pour être certain du résultat, mais la façon dont l'administration Trump appréhende le Venezuela post-Maduro se dessine rapidement. Il ne s'agit pas d'imposer une construction démocratique de l'extérieur, mais de projeter une gestion de régime qui s'appuierait sur des autorités nationales conciliantes, l'appareil étatique de sécurité existant et des moyens de pression *offshore*. Comme je l'ai déjà souligné [sur War on the Rocks](#), se débarrasser du sommet d'une pyramide autoritaire ne fait pas disparaître ladite pyramide. Seules changent les personnes qui fixent les règles qui s'appliquent à ceux qui en forment la base.

Le conseiller à la Maison-Blanche Stephen Miller a [explicité](#) cette condition sur CNN lorsqu'il a déclaré que les « États-Unis d'Amérique dirigent le Venezuela ». Le secrétaire d'État Marco Rubio a essayé [d'atténuer](#) cette déclaration sans pour autant y renoncer complètement : les États-Unis « ne micro-managent pas au jour le jour », mais « ils orientent la direction que le pays prendra à l'avenir ». L'administration étatsunienne a désormais l'intention d'utiliser des moyens de pression pour façonner la gouvernance vénézuélienne par l'intermédiaire des personnes qui sont elles-mêmes à l'origine de l'instauration d'un ordre autoritaire dans le pays. Le mot clé dans la déclaration de Rubio est « direction ». Il est volontairement vague. Il fait référence au pouvoir, que les États-Unis s'arrogent, qui consiste à mettre son veto en cas de besoin sans pour autant s'engager à exercer de contrôle direct. Il semble également incongru – et hypocrite – compte tenu de la fréquence à laquelle l'administration invoque la souveraineté par ailleurs.

En pratique, l'administration Trump ne peut probablement « diriger » le Venezuela que par le biais de trois moyens de pression : l'accès au pétrole, l'allègement des sanctions et la capacité à poursuivre judiciairement des individus. Ces leviers ne sont pas abstraits. Ce sont des outils coercitifs dont l'administration peut user rapidement, à répétition et sans se soucier de la gestion du pays au jour le jour.

Dans le cas du Venezuela, ces outils sont tangibles : ils prennent la forme d'une autorité en matière de sanctions, d'un régime d'inculpation pénale qui soumet la politique à une logique d'arrestations et de poursuites, et d'une présence militaire étatsunienne délibérément menaçante. Le raid contre Nicolás Maduro a rendu cette posture on ne peut plus réelle.

Le drame qui se déroule actuellement fait office de première mise à l'épreuve de la [Stratégie de sécurité nationale de 2025](#). La logique même de l'administration, qui est passée de la lutte contre le trafic de drogue aux sanctions et enfin à la question du pétrole, ainsi que le discours post-raïd sur la « gestion » du Venezuela reflètent une nouvelle approche stratégique. Dans un Venezuela post-Maduro, le projet américain peut être décrit comme un « autoritarisme dirigé » [*managed authoritarianism*], issu du concept de « démocratie dirigée » ou « managed democracy », *ndlr* : continuité gouvernementale, répression calibrée et obéissance transactionnelle, la transition se réduisant à la gestion d'un calendrier plutôt qu'à une quelconque démocratisation.

De la soi-disant lutte contre le narcotrafic à la gestion de régime

Les objectifs de l'administration Trump n'ont pas évolué de manière linéaire, mais leur orientation est restée cohérente : maximiser l'emprise tout en minimisant l'obligation de rendre des comptes. Au début, l'escalade a été justifiée par une soi-disant lutte contre le narcotrafic, notamment sous la forme de frappes contre des bateaux soupçonnés de transporter de la drogue et d'annonces pour étendre la pression au-delà de l'interdiction de circulation maritime. Puis, la coercition est [devenue](#) économique : saisies de pétroliers validées par des tribunaux, rhétorique de « mise en quarantaine » et pratique du [blocus](#) pour interrompre les flux financiers issus des exportations de pétrole brut. Fin 2025, le président Donald Trump [parlait](#) ouvertement de « récupérer » de supposés droits pétroliers sur le Venezuela, qu'il traitait alors comme un atout stratégique dont il faudrait reprendre possession et non comme un pays en proie à un effondrement systémique et à une crise humanitaire prolongée.

Le raid contre Maduro a été présenté comme une [opération policière](#), une arrestation menée sur le fondement de mandats, justifiée par des accusations, ainsi que des sanctions. Ce cadre juridique était important sur le plan politique, car il a offert à l'administration un [argument](#) qu'elle souhaitait indéniable pour justifier le fait de ne pas avoir tenu le Congrès informé. Selon les propres mots de Rubio, une notification préalable aurait « [mis en danger la mission](#) », une affirmation on ne peut plus douteuse.

Mais l'apparence du respect de l'État de droit est partielle. Le même gouvernement qui a procédé, hors des frontières dont il a la responsabilité, à l'arrestation spectaculaire d'un dirigeant étranger qu'il avait lui-même inculpé a par ailleurs [choisi](#) de gracier l'ancien président hondurien condamné aux États-Unis dans une affaire de trafic de drogue, ce qui rappelle qu'ici la justice n'est pas un principe neutre, mais un outil discrétionnaire. De plus, il est difficile d'ignorer l'aspect commercial en jeu : la destitution de Maduro a également levé l'obstacle politique qui se dressait entre les États-Unis et un accès rapide au pétrole vénézuélien, un point sur lequel la Maison-Blanche [ne fait plus de secret](#). En réalité, il ne s'est jamais réellement agit de mettre un « méchant » hors-jeu. Il s'est en revanche toujours agit de forcer une renégociation de la structure du pouvoir au Venezuela selon des conditions étatsuniennes, tout en clamant qu'il ne s'agit pas d'un changement de régime.

Des [rapports](#) détaillés sur les délibérations en interne montrent qu'en se chevauchant, différents agendas – pétrole, drogue et immigration – ont fini par pousser les États-Unis vers la contrainte armée, alors même que le discours à l'encontre du grand public bougeait. [L'objectif n'est pas la démocratisation, mais le contrôle](#) : réduire les flux sortants, faire pression sur les réseaux illicites et restructurer les alliances extérieures du Venezuela sans hériter des coûts relatifs à l'effondrement d'un État.

La Stratégie de sécurité nationale établit clairement une hiérarchisation dans laquelle la promotion de la démocratie est subordonnée à l'ordre, à la dissuasion et à une sécurité établie de façon transactionnelle au sein de l'hémisphère américain. Elle définit, de façon inhabituelle, les intérêts américains à travers le prisme du contrôle des accès à différentes ressources, des flux commerciaux et des infrastructures stratégiques. Lue sans détour, elle relève d'une doctrine de pilotage stratégique : maintenir les adversaires à distance, maîtriser les flux et traiter la coopération du régime en matière de pétrole, de migrations et de sécurité comme des leviers au service de la sécurité étatsunienne, plutôt que comme des objectifs absolus.

Dans ce cadre doctrinal, maintenir un gouvernement intérimaire loyal à Maduro n'est pas un *bug*, mais possède un rôle bien défini. C'est le moyen le plus rapide de réprimer les dynamiques centrifuges, de maintenir le secteur pétrolier sous contrôle étatsunien et d'éloigner le Venezuela des réseaux iraniens, russes et chinois qui lui permettraient de contourner les sanctions. La tension réside dans le fait que la continuité est assurée par les acteurs les plus déterminés à empêcher toute ouverture politique significative.

Prévenir tout coup d'État après la chute de Maduro

Le « *coup-proofing* » (prévention contre les coups d'État) est souvent interprété à tort comme le simple fait de s'assurer de la loyauté de ses alliés. En pratique, il s'agit plutôt de contrôler la coordination de ses agents : fragmenter les institutions coercitives afin qu'aucun rival isolé ne puisse agir rapidement et s'emparer du pouvoir. La version vénézuélienne est, à l'échelle sud-américaine, exceptionnellement stratifiée ; elle repose sur des services de renseignements qui se chevauchent, des promotions politisées, une surveillance en interne, ainsi que sur l'autonomisation de supplétifs paramilitaires capables de menacer jusqu'aux officiers supérieurs. Cet assemblage n'est pas inédit dans les systèmes autoritaires à l'échelle mondiale, mais le Venezuela se distingue en ce que de multiples services parallèles de sécurité, des forces de l'ordre irrégulières et une surveillance interne persistante sont combinés afin d'empêcher toute coordination contre le leadership. Le système est conçu de telle sorte qu'aucune entité sécuritaire ne puisse agir rapidement sans être repérée, et qu'aucun *challenger* potentiel ne puisse unifier l'appareil coercitif sans susciter immédiatement la méfiance de ses rivaux, qui sont payés pour se surveiller les uns les autres.

Le problème est que la même architecture qui empêche un coup d'État peut fragiliser la défense nationale lorsque la chaîne de commandement est perturbée. Elle produit un système coercitif très efficace pour réprimer les civils et contrôler les élites, mais moins lorsqu'il faut agir de manière unifiée en cas de choc. Lorsque le sommet de la pyramide est soudainement décapité, la question au sein du système passe du jour au lendemain de « qui peut renverser le dirigeant ? » à « qui sera tenu responsable de sa perte ? » C'est à ce moment-là que la protection contre les coups d'État change de cible : le dispositif se tourne vers l'intérieur pour contrôler la coalition au pouvoir, faire respecter la discipline et gérer la panique.

Les données empiriques sur l'appareil oppressif du Venezuela ne laissent planer aucun doute. Des enquêtes internationales ont mis en évidence des pratiques systématiques de détention arbitraire, torture, disparitions forcées et intimidations utilisées pour réprimer la dissidence et imposer la discipline en interne. Un [rapport](#) des Nations unies datant de 2025 et ses conclusions détaillées en [annexe](#) décrivent des pratiques qui s'apparentent davantage à une politique d'État plutôt qu'à des cas d'abus isolés. Human Rights Watch [résume](#) cette même structure en termes sans appel. C'est sur cet appareil que mise l'administration Trump pour maintenir l'ordre maintenant que Maduro n'est plus là, et c'est aussi l'appareil le plus à même de saboter toute ouverture politique significative si certains Vénézuéliens venaient à penser que leur coopération avec les États-Unis pourrait entraîner des poursuites judiciaires ou la saisie de leurs biens.

C'est pourquoi il est à la fois rationnel et dangereux, pour l'administration Trump, de parier sur la continuité. Rationnel, parce que la continuité étouffe les forces centrifuges que le « *coup-proofing* » tend à libérer lorsque la pyramide perd son sommet. Dangereux, parce que les acteurs les mieux placés pour empêcher la fragmentation sont précisément ceux qui veulent préserver le contrôle coercitif. L'autoritarisme dirigé fonctionne en maintenant la menace bien visible, tout en déplaçant les limites juste assez loin pour obtenir un allègement des sanctions, attirer des investissements et dégager une marge de manœuvre diplomatique.

Pourquoi les forces armées vénézuéliennes sont restées en retrait

L'explication la moins glorieuse à la question de savoir pourquoi l'armée vénézuélienne n'a pas réagi au raid étatsunien est sans doute la plus proche de la réalité : elle n'a pas pu se coordonner assez vite et, dans un système construit pour être à l'épreuve des coups d'État, agir sans être clairement couvert par sa hiérarchie équivaut à un suicide professionnel. Dans les premières heures de l'opération, les [planificateurs](#) étatsuniens semblent avoir abordé le raid comme une opération d'extraction rapide : il s'agissait de perturber les communications et les défenses aériennes, d'isoler la bulle de protection autour du président et enlever ce dernier avant que le régime ne puisse produire une réponse efficace. Dans un tel contexte, la plupart des unités vénézuéliennes n'ont pas opté pour la passivité ; en revanche, elles opéraient à l'aveugle, dans l'attente d'ordres, tout en guettant les pièges qui surviendraient de l'intérieur.

De plus, une fois Maduro enlevé, la chaîne de commandement est devenue ambiguë et une structure conçue pour punir toute initiative sans autorisation préalable a entraîné l'inaction. S'il est plausible qu'un fonctionnaire haut placé et corrompu ait pu rendre l'opération américaine plus efficace, il n'est pas nécessaire de faire l'hypothèse d'une véritable trahison pour expliquer le résultat. Il suffit d'une infrastructure de commandement et de contrôle perturbée interagissant avec un dispositif conçu pour empêcher une coordination rapide des membres.

La perturbation temporaire du commandement et du contrôle n'explique que partiellement ce qui s'est passé. Il faut aussi prendre en compte le calcul que l'élite vénézuélienne a réalisé au sujet de sa propre préservation. Une fois que l'administration Trump a démontré sa capacité et sa volonté de décapiter le régime, la stratégie des membres du haut commandement a changé : il ne s'agissait plus de « se battre pour le *leader* », mais bien d'« éviter d'être le prochain *leader* ». Les poursuites pénales

engagées par les États-Unis ont ici une importance symbolique, en particulier l'acte d'accusation de 2020 par le [district sud de New York](#) pour narcoterrorisme, trafic de drogue et complot en vue de trafic d'armes, qui cite Maduro et ses principaux lieutenants (ainsi que l'écosystème de récompenses/sanctions qui l'accompagne). Tout ceci indique aux membres du régime qu'ils figurent déjà sur la liste des cibles potentielles. Certes, Maduro revendique l'immunité liée à son statut de chef d'État en exercice, et ses avocats ont [indiqué](#) qu'ils allaient contester l'accusation devant les tribunaux. Mais du point de vue des hauts responsables vénézuéliens, le raid lui-même communique un message clair : l'administration Trump ne considère pas l'immunité comme un bouclier. [L'acte d'accusation](#) de 2020 identifie explicitement une liste plus large de cibles potentielles autour de Maduro. Dans ce contexte, du point de vue du commandement vénézuélien, ordonner à des unités de résister aux États-Unis ne constitue plus un acte de défense souveraine, mais un pari hasardeux qui entraînera de nouvelles frappes, coupera l'accès aux sources de revenus illicites et fera de celui qui a donné l'ordre une nouvelle cible.

Il est également probable que le raid contre Maduro ait été facilité par une complicité interne. Les régimes autoritaires ont tendance à créer des mécontentements chez certains agents : gardes du corps, assistants, responsables logistiques et agents de liaison des services de renseignements. Des [rapports](#) indiquent que le cercle restreint de Maduro aurait été infiltré. Cela ne signifie pas que les forces armées aient changé de camp. Cela suggère simplement que la couche la plus protégée du régime a été atteinte, peut-être avec l'accord tacite de quelques personnalités de haut rang qui ont estimé que ne rien dire les mettrait personnellement à l'abri.

Continuité gouvernementale et nouveau « patron » venu d'ailleurs

Lorsque le régime vénézuélien décide aussi rapidement d'installer Delcy Rodríguez à la présidence par intérim, il faut y voir le signe d'une continuité dans le seul sens qui compte au sein d'un système construit autour de sa capacité à empêcher des coups d'État : maintenir la chaîne de commandement, le clientélisme et les contrôles internes afin que personne ne se désolidarise. Mais cette continuité est fragile. Elle dépend du maintien d'une coalition répressive au pouvoir tout en répondant suffisamment aux conditions imposées par les États-Unis pour relâcher la pression militaire, sans pour autant leur faire trop de concessions au risque que les partisans de la ligne dure ne concluent qu'ils ont été sacrifiés. Les exigences étatsuniennes sont transactionnelles et claires comme de l'eau de roche : expulser le personnel de sécurité et de renseignements étranger lié aux adversaires des États-Unis, réduire fortement les [liens](#) opérationnels avec la Chine, la Russie, l'Iran et Cuba, et [rouvrir](#) le secteur pétrolier à des conditions qui privilégient les entreprises et les acheteurs étatsuniens.

Quoi qu'il en soit, la coalition en charge de la continuité ne sera pas dirigée par une seule personne. Les partisans d'une ligne dure, tels que le ministre de l'Intérieur, Diosdado Cabello, et les acteurs influents dans le domaine de la sécurité, tels que le ministre de la Défense, Vladimir Padrino, se soucient moins des titres officiels que du contrôle effectif sur les arrestations, les promotions et les sources de revenus. Leurs calculs détermineront si le gouvernement intérimaire sera stable ou fragile. Cabello et Padrino sont tous deux cités dans l'acte d'accusation de 2020 et font l'objet de sanctions à titre individuel. Ils cherchent donc désormais à assurer leur survie dans un monde où les États-Unis ont montré qu'ils pouvaient atteindre, dans un pays donné, le sommet de la pyramide. C'est également la raison pour laquelle ils n'ont pas été arrêtés lors du raid de janvier 2026 : de hauts responsables étatsuniens ont déclaré que l'opération avait été [délibérément limitée](#) et que tenter d'arrêter plusieurs cibles simultanément aurait entraîné une campagne plus longue et plus risquée. La logique opérationnelle est à tout point de vue stratégique. L'administration Trump tente de contraindre les hommes forts restants à coopérer afin d'éviter une vacance du pouvoir, et les responsables étatsuniens [craignent](#) en privé que l'élimination pure et simple de Cabello ne déclenche une violente réaction des groupes paramilitaires et n'entraîne de l'instabilité.

Ici, la rhétorique de l'administration consistant à « diriger le Venezuela » prend tout son sens. Dans la pratique, les trois leviers qui permettent aux États-Unis d'avoir les coudées franches sont la garantie de l'accès au pétrole, l'allègement des sanctions et la menace de poursuites judiciaires contre les responsables restants. L'obsession du président Trump pour le pétrole vénézuélien peut sembler étrange considérant que les États-Unis en produisent à des [niveaux records](#), mais cette obsession n'est pas liée à la rareté de la matière première : elle concerne le contrôle des prix, des chaînes d'approvisionnement et des flux financiers d'un adversaire. Le fait de dominer le marché énergétique n'élimine pas l'utilité politique d'un pétrole d'origine étrangère. Elle modifie simplement la manière dont il est utilisé comme arme.

La campagne de blocus et de saisie de pétroliers s'inscrit dans la même stratégie coercitive. Lorsque la Maison-Blanche a [décrit](#) un « blocus total et complet » des pétroliers sanctionnés, elle a voulu dire que l'accès au commerce était conditionnel et que cette conditionnalité pouvait être appliquée en mer par un mélange de sanctions légales et de recours à la force. Pour le gouvernement de continuité en place à Caracas, le message est simple : se conformer aux priorités des États-Unis – au sujet du trafic de drogue, du pétrole et des alliances géopolitiques – ou faire face à un étranglement économique et à la possibilité crédible d'une nouvelle intervention.

Tout ceci est typique de l'autoritarisme dirigé : un gouvernement vénézuélien composé de membres déjà en place, à la tête d'un appareil coercitif capable de réprimer et offrant des concessions tactiques pour satisfaire les exigences extérieures. Ce n'est pas une occupation étrangère à proprement parler, mais on est également loin de l'autonomie souveraine. L'administration Trump peut préférer cette configuration, car elle la préserve des aspects les plus coûteux d'un changement de régime tout en donnant l'impression d'une action décisive contre un narcoterroriste inculpé. Le risque est que l'administration à Washington s'investisse dans la survie du gouvernement de continuité à Caracas, car son effondrement entraînerait soit le chaos, soit un engagement plus profond des États-Unis, ce que la Maison-Blanche ne souhaite clairement pas.

L'opposition comme variable à contrôler

Pour comprendre que la démocratisation du Venezuela n'est pas une priorité à court terme pour les États-Unis, il est utile d'observer ce qui arrive à l'opposition politique vénézuélienne. En théorie, la destitution de Maduro devrait renforcer l'organisation du « bloc démocratique ». Dans la pratique, l'opposition est traitée par l'administration Trump comme un élément à contrôler : elle est certes utile en matière de légitimation, mais dangereuse si elle se retrouve renforcée.

Edmundo González et María Corina Machado ont toujours leur importance car, selon la plupart des observateurs internationaux, ils ont [remporté](#) les élections de juillet 2024. Machado a salué l'arrestation de Maduro et a tenté de s'attirer les faveurs du président Trump en lui [proposant](#) le prix Nobel de la paix qu'elle a remporté en 2025. Une rencontre entre le président et Machado est [prévue](#) le 15 janvier [voir le [récit de la rencontre](#), *ndlr*], mais il n'est pas certain que la chef de l'opposition parvienne à persuader le président d'accélérer la transition politique. En effet, Trump a déjà indiqué que des élections ne pourraient pas avoir lieu dans un avenir proche et a déclaré à Sean Hannity, présentateur de Fox News : « [Ils ne sauraient même pas comment organiser des élections à l'heure actuelle](#). »

En réalité, dans une stratégie axée sur la continuité gouvernementale, prendre en compte les revendications de l'opposition s'avère compliqué. Leur inclusion soulève des exigences en matière de responsabilité politique, de réformes du secteur de la sécurité et de garanties leur permettant de participer librement aux processus électoraux futurs – autant d'éléments qui menacent la coalition formée par les membres du régime que l'administration Trump tente de coopter. Il faut s'attendre à un scénario similaire à celui déjà observé dans d'autres [transitions axées sur la stabilité et soutenues par les États-Unis](#) : un engagement limité et symbolique avec les figures de l'opposition afin de donner l'impression d'une ouverture, associé à un recours continu à l'appareil coercitif et aux [dispositifs procéduraux et juridiques](#) afin de contrôler le calendrier de la transition à partir des plus hautes autorités en place.

Au Venezuela, l'approche centrée sur la stabilité ne part pas d'une page blanche : elle s'inscrit directement dans l'infrastructure coercitive mise en place et perfectionnée par l'État à la suite des élections de 2024. Le rapport de l'ONU de 2025 décrit comment l'intimidation opère à travers des pratiques systématiques et des institutions qui répondent à des instructions émises depuis le sommet du pouvoir, et non par une puissance extérieure. L'enquête que la [Cour pénale internationale](#) a ouverte au sujet du Venezuela constitue une source de pression latente pour les membres du régime qui se demandent en permanence si la coopération avec les États-Unis est de nature à leur assurer une protection quelconque ou si elle ne fait que retarder le moment où ils devront rendre des comptes. Dans ce contexte, un gouvernement de continuité sous la direction des États-Unis a tout intérêt à maintenir intact son arsenal répressif, car c'est le seul moyen fiable de faire respecter les accords que l'élite au pouvoir a conclus en l'absence de confiance mutuelle entre les parties.

L'équilibre actuel : juste ce qu'il faut de stabilité et de légitimité

Pour l'administration Trump, la période post-Maduro qui s'ouvre est acceptable si elle se résume ainsi : suffisamment stable pour réduire les migrations et maintenir l'approvisionnement en pétrole, suffisamment crédible en tant que transition pour justifier un allègement des sanctions et un abandon des moyens de pression les plus coûteux, et suffisamment répressive pour empêcher une rupture politique soudaine. C'est concrètement ce qu'il faut entendre par la « direction du Venezuela » : il ne s'agit pas de diriger des ministères, mais de fixer les limites de ce qui est permis, ainsi que d'en punir les violations. Pour l'administration Trump, l'intérêt est évident : revendiquer la victoire, éviter d'hériter d'un possible effondrement de l'État et échanger l'assouplissement des sanctions contre le respect des règles qu'elle a fixées. Pour les membres du régime vénézuélien, l'attrait réside dans leur potentielle survie : conserver l'appareil étatique et les rentes qui en découlent, et réduire les risques en matière de responsabilité personnelle. Pour les Vénézuéliens qui s'attendaient à une véritable rupture politique, les conséquences sont plus brutales. Le même système reste en place, mais il répond désormais à deux maîtres : les partisans de la ligne dure au niveau national et un « patron » extérieur dont la priorité, en paroles comme en actes, n'est pas la transition démocratique.

C'est pourquoi la question démocratique devrait être abordée plus directement. L'administration Trump ne se comporte pas

comme un acteur cherchant à faciliter une transition démocratique. Elle cherche à gérer des problèmes : immigration, trafic de drogue, pétrole et questions géopolitiques, dans cet ordre. À court terme, le meilleur indicateur de ce qui va se passer n'est pas le calendrier électoral du Venezuela. C'est l'espace de négociations entre le pouvoir de l'administration étatsunienne et la coalition « anti-coup d'État » à la tête du régime vénézuélien, ainsi que la voie étroite d'autoritarisme dirigé que les deux parties trouvent actuellement préférable à tout autre option.

Crédits image : « [P20260103MR-1830](#) » par [The White House](#), [United States Government Work](#)

• — •• — — • • — • — • ••

Orlando J. Pérez

Orlando J. Pérez, est professeur de sciences politiques à l'University of North Texas à Dallas. Il est l'auteur de *Civil-Military Relations in Post-Conflict Societies: Transforming the Role of the Military in Central America* et *Political Culture in Panama: Democracy after Invasion* ; il est co-auteur de *Making Police Reform Matter in Latin America* et a codirigé *Democracy and Security in Latin America: State Capacity and Governance under Stress*. En tant que consultant, il a travaillé sur des questions liées à la démocratisation, aux relations entre civils et militaires et à la lutte contre la corruption pour l'Agence américaine pour le développement international et le Programme des Nations unies pour le développement.

Comment citer cette publication

Orlando J. Pérez, « Le Venezuela après Maduro : Trump et le piège d'un "autoritarisme dirigé" », trad., *Le Rubicon*, vol. 6, 6 février 2026 [<https://lerubicon.org/le-venezuela-apres-maduro-trump-et-le-piege-dun-autoritarisme-dirige/>].